



Assemblée générale

Distr. générale
20 septembre 2017

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Trente-sixième session

11-29 septembre 2017

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils,
politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris
le droit au développement**

Exposé écrit* présenté par Agence pour les droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[16 septembre 2017]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

GE.17-16492 (F)



* 1 7 1 6 4 9 2 *

Merci de recycler



Nous condamnons fermement l'Arabie Saoudite comme la première responsable de l'épidémie de choléra au Yémen*

Le nombre d'infections au choléra enregistrées au Yémen cette année a dépassé le demi-million de cas. Plus de 2000 personnes sont morts par la maladie depuis l'écllosion de l'épidémie en avril lorsque le système d'égouts de la capitale de Sanaa a soudainement cessé de fonctionner. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié la crise de «la plus grave épidémie de choléra au monde».

Nous pensons que l'Arabie saoudite est la première responsable de l'épidémie de choléra au Yémen, son armée ayant détruit la quasi-totalité des hôpitaux dans le pays et rendu l'accès à l'eau potable difficile pour la population. Les frappes aériennes de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite ont détruit également les systèmes d'approvisionnement en eau et ont obligé les gens à vivre dans des conditions de promiscuité insalubres.

La vaste crise du choléra à plusieurs reprises mise en garde par les défenseurs des droits de l'Homme dans ce plus pauvre pays arabe, est une conséquence logique de la guerre et bien de la politique militaire de l'Arabie saoudite.

Nous demandons aux Etats-Unis d'Amérique et à la Grande-Bretagne de cesser de soutenir l'Arabie Saoudite et de cesser de livrer les armes aux pays de la coalition arabe. Les soutiens militaires des pays développés aux pays arabes est une politique en faveur de leur économie mais de plus en plus dangereux pour le peuple yéménite et aussi pour la sécurité du monde.

* Justice sans Frontière, Middle East Foundation for Development and Human Rights, Voices Organization, free-free media, Supporters of Rights and Freedoms Organization, Transparency of the Foundation for Human Rights, Development Studies International Development Group, Organization Damon Hamdani Foundation for Studies and Research, Lawyers Without Borders, Phoenix organization development, Imaniat Foundation for Women and Children, National Media Center Economic Organization, Shams justice of Rights and Freedoms, Yemen of Rights and Freedoms, Be for Culture and Creativity, Foundation youthful spirit of human and social development, Yemeni Center for Civil Rights, See youth organization, Foundation for Development and Human Rights, des ONG sans statut consultatif partagent également les opinions exprimées dans cet exposé.